

MICROFICHE ETABIE A PARTIR DE
L'UNITE DOCUMENTAIRE
N

جديدة منجزة حسب الوثيقة
رقم:

0 1 5 5 0 5

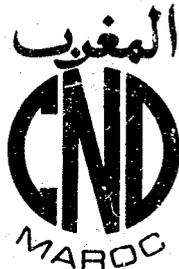
ROYAUME DU MAROC

المملكة المغربية

المركز الوطني للتوثيق
CENTRE NATIONAL DE DOCUMENTATION

SERVICE DE REPROGRAPHIE
ET IMPRIMERIE

B.P 826 RABAT



مصلحة الطباعة والتصوير
ص.ب 826 الرباط

F

1

015595
2-6-95
015505

Essai d'approche de l'inflation algérienne

Mr. Abdelbaki BENZIANE

Maître-Assistant à l'Institut
des Sciences économiques de
l'Université d'Oran.

En Algérie, l'inflation n'est pas née d'hier. Prenant simultanément un aspect ouvert, à travers la hausse des prix et un aspect caché par la prolifération des marchés parallèles et la protubérance d'une économie souterraine où fourmillent mille et une activités illicites, elle atteint une importance particulière avec le lancement des premiers plans de développement.

A partir de 1978 et plus particulièrement ces dernières années, l'inflation semble s'être dangereusement accélérée, elle est devenue un phénomène social redoutable lié à une pénurie aigüe.

L'identification de l'inflation en Algérie, n'est pas chose aisée. Non pas parce que son existence n'est pas évidente, mais tout simplement parce que le discours officiel sur la question participe d'une autre logique.

L'inflation n'est certes pas niée ces dernières années puisque son taux est reconnu à 20 % au moins, mais elle est définie à partir de ses effets, et principalement à partir de son action sur le pouvoir d'achat des populations.

L'objet de cette communication, consiste à déceler les mécanismes qui ont et qui continuent à donner naissance au processus inflationniste, aussi bien ceux qui sont mûs par les structures archaïques de l'économie algérienne que ceux qui accompagnent la phase d'industrialisation.

Cette intervention s'articulera autour de deux grands axes :

- en premier, nous tenterons de repérer les racines de l'inflation algérienne au niveau de la stratégie de développement et des structures économiques ;
- en second, il s'agira d'analyser les tensions inflationnistes à partir d'une approche offre-demande.

I/ LA STRATEGIE ALGERIENNE DE DEVELOPPEMENT : SOURCE DE DESEQUILIBRES GENERATEURS D'INFLATION.

L'objet de ce point est de faire ressortir ce que le modèle de développement choisi implique du point de vue du processus inflationniste qu'il a déclenché.

Certes l'inflation en Algérie n'est pas due uniquement à la politique de développement poursuivie, mais aussi à l'état de sous-développement, aux institutions et aux comportements. Toutefois, il convient de faire remarquer que la politique économique engagée depuis 1967 a contribué à ébranler les structures archaïques du sous-développement «réveillant» ainsi les germes de l'inflation enracinée dans l'économie algérienne.

C'est l'étude de la stratégie de développement suivie par l'Algérie qui permettra d'en percevoir les mécanismes.

Cette stratégie algérienne de développement adoptée au cours des premières années de l'indépendance vise par le biais de la planification, à jeter les bases du développement de l'économie, et par étapes successives, à procéder aux transformations à partir des priorités différenciées et simultanées, au fur et à mesure de ces étapes.

La nécessité d'une transformation radicale des structures économiques s'avérait indispensable pour pouvoir répondre aux orientations socialisantes et à l'exigence d'un développement intégrant pleinement les préoccupations de justice sociale.

Dans la recherche de voies et moyens d'un plein emploi de la force de travail, l'industrialisation était évaluée comme le facteur moteur et la condition sine qua non pour résoudre à terme ce problème central de la société algérienne.

L'industrialisation devait en conséquence être conçue et développée en profondeur. Elle se justifiait par le souci d'aboutir à une construction d'une économie nationale mieux articulée, comme un ensemble fonctionnant d'une façon plus homogène.

L'industrialisation, voie indispensable pour passer du sous-développement à une économie moderne, et dirions-nous plus articulée, est seule capable de répondre d'une façon correcte et durable à l'ampleur des besoins sociaux prévisibles.

La prise en considération de la nécessité d'une croissance maintenue sur une longue période condamnait en quelque sorte le pays à choisir une stratégie de développement économique s'appuyant sur un processus complet d'industrialisation.

La mise en place d'un tel processus ne peut se faire qu'à partir d'industries «que l'on peut qualifier d'industrialisantes, si l'on entend par là celles dont la fonction économique fondamentale est d'entraîner dans leur environnement localisé et daté un noircissement systématique de la matrice inter-industrielle et des fonctions de production, grâce à la mise à la disposition de l'entière économie d'ensembles nouveaux de machines qui accroissent la productivité du travail et entraînent la restructuration économique et sociale de l'ensemble considéré en même temps qu'une transformation des fonctions au sein de cet

ensemble»⁽¹⁾.

En quelque sorte, cette stratégie de développement met l'accent sur deux priorités fondamentales :

- la priorité de l'accumulation du capital sur la consommation,
- la priorité de l'industrialisation sur le développement de l'agriculture,
- et par voie de conséquence, la priorité du développement du secteur des biens d'équipement sur celui des biens de consommation.

Comme nous allons le constater, la théorie est une chose et la pratique en est une autre.

Dans la réalité algérienne, on constate que la manière dont est conçue et conduite l'industrialisation fait émerger un certain nombre de contradictions qui remettent en question les fondements mêmes du projet d'industrialisation et les modalités de sa réalisation.

Cette industrialisation menée à un rythme aussi forcenée a suscité ou renforcé une série de déséquilibres dont l'aboutissement inéluctable est le déclenchement d'un processus inflationniste qui pèse aujourd'hui très lourdement sur l'économie algérienne.

Ces déséquilibres se situent à plusieurs niveaux. Nous allons étudier les plus importants :

- les déséquilibres sectoriels,
- les déséquilibres financiers,
- les déséquilibres régionaux.

A/ Les déséquilibres sectoriels.

Si l'on regarde la politique d'investissement menée depuis 1967, on constate un phénomène de polarisation et de spécialisation qui a eu pour conséquence des déséquilibres inter-sectoriels. Ces derniers ont été dès le départ favorables à l'industrie et à l'énergie qui ont vu leur allocation importante au départ, augmenter en cours de réalisation des plans à cause des réévaluations, obtenues plus facilement que les autres secteurs dont les parts déjà faibles au départ, ont relativement diminué.

La part élevée du produit intérieur brut de l'ordre de 70 % mobilisée pour l'investissement industriel a eu pour conséquence un retard important dans l'agriculture, secteur pourtant productif et particulièrement sous-équipé.

En effet, la part des crédits accordés à l'agriculture (y compris les forêts) a été de 6 % par rapport à l'investissement global durant la décennie 1967-77 ; celle de l'industrie et de l'énergie a été de 54 %.

(1) G.D. DE BERNIS, «Les industries industrialisantes et les options algériennes», Revue Tiers-Monde, N° 47, 1971.

Après la réalisation des plans, la part des investissements utilisés par l'agriculture par rapport à la masse globale des investissements réalisés par l'ensemble de l'économie a été de 6 %, alors que celle de l'industrie et de l'énergie s'est élevée à 60 %. Cette situation nous montre la contradiction entre les fonctions assignées par le modèle de développement à l'agriculture et la réalité. Les propositions de base entre les différents secteurs ne sont jamais respectées lors de leur concrétisation : le secteur industriel va trop vite par rapport aux autres secteurs qui ne suivent pas.

Cette situation a eu pour conséquence une tendance du secteur industriel à se refermer sur lui-même, et un développement de l'exode rural et son corollaire qui est la baisse de la production agricole.

Le choix industriel s'est fait aussi au détriment de la production de certains biens sociaux, comme l'infrastructure, la santé, l'habitat, etc... Selon les pouvoirs publics, il faudrait construire de 1985 à 1990 deux millions de logements, or le rythme de réalisation a été en moyenne de 30000 ces dernières années et un simple doublement de ce chiffre implique déjà un effort considérable.

De plus, ce déséquilibre n'est pas le seul. A l'intérieur du secteur industriel lui-même, certaines branches connaissent un développement plus dynamique que d'autres. C'est le cas de la sidérurgie, de matériaux de construction qui sont en avance sur leur programme d'investissement (en termes financiers), alors que les secteurs des industries de biens de consommation, mécaniques et électriques ont déjà pris du retard.

B/ Les déséquilibres financiers.

Dans le domaine du financement du développement, tout en comptant sur les recettes issues de la vente des hydrocarbures, l'Algérie des années 70 se souciait peu de la rentabilité. Ce qui lui importait c'était de changer les structures économiques anciennes et de mettre en place des rapports de production nouveaux conformes aux options du pays.

Disposant de ressources énergétiques assez importantes, certains estiment qu'il est possible de s'endetter vis-à-vis de l'extérieur pour ne pas freiner le rythme de l'industrialisation.

Dans la réalité, l'endettement vis-à-vis de l'extérieur apparaît beaucoup plus comme le résultat de l'incapacité du système productif industriel national, mis en place jusqu'ici, à dégager des capacités de financement autonomes internes, qu'un moyen supplémentaire dans le financement des investissements.

A l'heure actuelle, le système productif industriel national n'arrive plus à dégager un cash-flow suffisant : la rentabilité financière est négative, le degré d'endettement à long terme s'aggrave et le fonds de roulement des entreprises se dégrade.

C/ Les déséquilibres régionaux.

En choisissant de bâtir la croissance de l'ensemble du pays à partir de l'édification de pôles économiques de développement (Alger au centre, Arzew à l'Ouest et Annaba à l'Est), les planificateurs pariaient sur l'effet d'entraînement que devait avoir sur l'environnement, l'installation de vastes unités industrielles dans les secteurs de base.

En réalité, les effets d'entraînement de l'industrie lourde qui devaient jouer leur rôle dans le modèle de développement retenu, ne se sont pas fait pleinement sentir contrairement aux prévisions des planifications.

Ce déséquilibre inter-régional a engendré notamment un exode rural intensif et continu. Ces déplacements de population vers les régions d'implantation industrielle situées généralement à proximité des centres urbains, ont provoqué la saturation des infrastructures sociales existantes (habitat, transports publics, écoles, hopitaux,...). L'une des principales causes de cet exode rural est la concentration de l'industrie dans les régions agricoles les plus riches et les plus peuplées, venant soustraire à l'agriculture les terres fertiles, l'eau et la main d'œuvre qualifiée.

De ce fait, ce sont les campagnes qui ont le plus à souffrir de cette concurrence inégale dont les effets se révéleront particulièrement difficiles à redresser.

En conclusion, on peut dire que le mode de développement choisi par l'Algérie a été porteur d'une série de déséquilibres dont les conséquences ont été :

— une productivité très faible, à titre d'exemple pour 6,5 D.A. investis entre 1967 et 1978, la valeur ajoutée récoltée est de 1.D.A.

— des surcoûts de réalisation : ceux-ci découlent, d'une part d'insuffisances nationales constatées tant au niveau des études que dans la gestion des projets, et d'autre part, de l'intégration de notre économie au marché mondial qui nous pourvoit en équipements.

La dépendance technologique (et ses surfacturations qui ont été plutôt acceptées qu'imposées ; elles ont été acceptées de plus en plus à mesure que le sentiment fallacieux d'aisance financière de l'Algérie se répandait) qui se traduisait par des délais de réalisation et de mise en œuvre démesurément longs, obstruait toute recherche de financement optimal ; ce sont autant de raisons qui ont poussé à la surévaluation des coûts au détriment de notre économie.

— des déficits financiers énormes : les entreprises publiques accusent en effet des trous pour ne pas dire des gouffres dans leur gestion financière. Cinq d'entre elles, la SNS (Sidérurgie), la SNMC (matériaux de construction), la SONELGAZ (Electricité et Gaz), la SONACOME (Constructions Mécaniques) et la SONIC (Industrie de la Cellulose) ont accumulé plus de

deux milliards de D.A. en 1978 alors que le manque à gagner se chiffrait en 1967 à 300 millions de D.A. pour les cinq. Une croissance inversée !

- une agriculture abandonnée,
- des besoins sociaux mis en veilleuse.

Tous ces déséquilibres socio-économiques renforcés par une insuffisance de la planification ont exacerbé les tensions inflationnistes déjà latentes au sein de l'économie : tensions que nous allons analyser dans un second point à partir d'une approche offre-demande.

II/ ANALYSE DES TENSIONS INFLATIONNISTES EN ALGERIE A PARTIR DE L'ECART OFFRE-DEMANDE

Pendant l'ensemble de la période, et surtout depuis le second plan quadriennal 1974-77, la dynamique des revenus distribués à l'occasion des activités d'investissement a été beaucoup plus rapide que la dynamique de production de biens et services courants et de biens de production ; elle fût même plus rapide que la dynamique pourtant aisée à mettre en place des importations de biens et services.

L'insuffisance des productions de biens et services tant en quantité qu'en qualité et en même temps l'existence dans l'économie nationale d'une structure de revenus très ouverte aggravèrent les tensions sur les biens et services de consommation offerts.

L'absence de cohérence entre les niveaux et les structures de production de biens et services d'une part et les niveaux et structures de revenus d'autre part constitua la cause fondamentale de l'inflation algérienne.

La distribution massive de revenus due à la mise en œuvre de la stratégie de développement et les revenus issus de rentes de situation ou de spéculation vont générer une demande que le système productif naissant est loin de satisfaire.

Le processus inflationniste que nous allons analyser passe par le canal de la demande. Nous allons dans un premier point étudier la demande en Algérie, et dans un second, voir comment s'est comportée l'offre face à cette demande.

A/ Politique de développement et formation d'une demande de biens et services.

La politique de développement mise en place en Algérie s'est traduite par la création de nombreux emplois⁽²⁾ et donc par la distribution corrélative de revenus additionnels. Ces derniers vont donc être dépensés sous forme de

(2) L'emploi tous secteurs confondus est passé de 1.748.000 en 1967 à 3.840.000 en 1985. L'emploi non agricole est passé de 874.000 en 1967 à 2.850.000 en 1985.

biens de consommation de base (agricoles et alimentaires essentiellement), puis sur certaines catégories de biens de consommation industriels.

Le revenu peut être considéré comme le facteur alimentant la demande sur les différents marchés de biens et services de consommation, le résidu formant l'épargne privée. Ces deux éléments dont l'importance est respectivement variable suivant le niveau de revenu et la catégorie socio-professionnelle à laquelle appartient le titulaire de revenu sont déterminants dans le processus inflationniste.

Nous pouvons dire que les revenus (salariaux, non salariaux et transferts) sans cesse croissants distribués aux ménages vont alimenter une demande de plus en plus importante sur les différents marchés de biens et services de consommation. Cette situation est à terme, économiquement intenable, car le système productif algérien se révèle incapable de créer les contreparties correspondantes en biens et services, soit directement par la production de biens de consommation, soit indirectement par l'importation. Il en résulte un profond déséquilibre sur le marché des biens de consommation. Déséquilibre qui sera générateur d'inflation.

En conclusion, nous pouvons dire qu'au fur et à mesure que les revenus par personne augmentent, ils entraînent un accroissement de la demande de consommation qui a tendance à se polariser sur des groupes de biens différents selon le niveau de revenu atteint.

Si l'on prend en considération l'évolution de l'emploi, des revenus distribués ainsi que celle de la consommation finale des ménages, on se rend compte que la politique d'industrialisation mise en place a eu comme effet principal à ce niveau une forte croissance de la demande de biens de consommation non seulement alimentaires mais aussi industriels, laquelle a progressé plus rapidement que l'offre de ces biens.

A partir de 1974, l'accentuation du déséquilibre sur l'ensemble des marchés de consommation, conjuguée aux formes prises par leurs ajustements impulse une nouvelle dynamique à cette demande : le rationnement des biens non alimentaires, particulièrement des biens durables, se répercute sur les coefficients budgétaires des ménages ; il induit une économie, le plus souvent involontaire, sur les dépenses correspondantes qui peuvent être reportées sur le poste alimentation.

L'effort engagé depuis 1980 pour corriger le déséquilibre des marchés de consommation montre la fragilité des progrès engrangés pendant la décennie soixante dix. Il comporte trois volets principaux qui affecteront par contre-coup la demande.

— en premier lieu, il se traduit par un ralentissement du rythme de création des emplois non agricoles : 9 % par an entre 1973 et 1977 ; 5,5 % entre 1978 et 1982. On limite ainsi la source principale alimentant la distribution des

revenus. A quel prix ? Dans le contexte démographique, cela signifie que l'économie cesse de réduire la distance la séparant du plein emploi, ou plutôt de la pleine occupation car créer des postes de travail sans contrepartie productive n'a jamais permis d'atteindre, ni d'approcher le plein emploi.

Cet ajustement ne règle pas pour autant le problème mais pèsera lourd sur la situation nutritionnelle des classes défavorisées en élargissant numériquement les groupes frappés par la malnutrition. Il faut l'enrayer par la recherche d'organisations productives permettant la création d'emplois à un moindre coût en capital et fournissant rapidement des contreparties sur le marché. On n'a aucune chance de maintenir durablement un rythme élevé de création d'emplois en se fondant sur des outils de production exigeant 60.000 D.A. d'investissement par poste de travail en 1967-69 ; 475.000 D.A. entre 1974-77 et plus de 550.000 D.A. entre 1978-82.

— En second lieu, cet effort se traduit par une politique d'incitation à l'utilisation de l'épargne des ménages pour l'investissement productif ou l'acquisition de logements, de terrains à bâtir, qui doit éponger une partie des liquidités thésaurisées. Cette action aurait pu être d'une grande salubrité si elle détournait les encaisses oisives des placements spéculatifs.

— Enfin, cet effort prend une forme plus explicite d'assainissement des marchés de consommation. L'action sur l'offre a consisté à accroître fortement, entre 1979 et 1982, les importations de biens de consommation (alimentaires et non alimentaires), qui ont progressé plus rapidement que celles d'équipements ou de biens intermédiaires. Mais depuis 1982, l'épuisement de l'aisance financière consécutive au second choc pétrolier a contraint les pouvoirs publics à limiter cette action et à réévaluer de plus en plus fréquemment les prix pratiqués par les distributeurs publics.

Tous les éléments cités : accroissement de la population, dynamique de l'emploi, distribution élargie de revenus,... se conjuguent donc en Algérie pour former une demande vigoureuse de biens et services de consommation, au premier rang desquels figurent les biens alimentaires. Devant cette demande, nous avons une offre (aussi bien agricole qu'industrielle) insuffisante d'où l'apparition d'un écart. Cet écart en persistant a été source de hausse des prix dont le rythme s'accélère progressivement depuis la fin des années soixante.

Après l'analyse de la demande, il est temps de voir comment se présente l'offre de biens et services et quels sont les facteurs qui ont été à l'origine de sa faiblesse.

Cette offre comme la demande joue un rôle très important dans la détermination du processus inflationniste en Algérie.

B/ Insuffisance de l'offre de biens et services.

A la demande de biens et services, se confronte sur le plan global une offre qui est loin de satisfaire celle-ci.

La conjonction d'une forte croissance démographique accompagnée d'un développement important de l'emploi et des revenus distribués et donc de la demande solvable, face à une offre stagnante, voire en régression, ne peut se traduire que par un écart générateur de tensions inflationnistes.

En effet, les pressions exercées par les demandes sociale et individuelle de consommation et d'investissement, sur des offres réelles caractérisées par une faible croissance, provoquent l'apparition, l'extension et l'amplification du processus inflationniste dont les manifestations récentes ne laissent pas augurer qu'elles seront aisées à combattre. C'est dire que le mal est profond.

Pour mieux saisir ces insuffisances qui sont à la base de l'écart offre-demande, il est important de distinguer dans l'étude de l'offre de biens et services, entre offre interne et offre externe.

a) Offre interne.

* **L'offre agricole** : Le type de croissance industrielle, la répartition des ressources productives qu'il implique, les différentes politiques suivies dans le domaine agricole n'ont pas permis à l'agriculture de remplir de manière cohérente les fonctions qu'on lui a assignées.

Le résultat est que depuis 1967 et à nos jours, l'agriculture algérienne se caractérise par :

— une stagnation voire une régression dans certains cas, des principales productions végétales avec une amélioration pour les cultures maraîchères, dûe particulièrement à l'accroissement des superficies.

— une désaffection de plus en plus accentuée vis-à-vis des cultures demandant une grande main-d'œuvre pour la récolte et peu rémunératrices tels que les légumes secs et certaines cultures arboricoles,

— un retard de plus en plus grand par rapport aux objectifs du plan.

— des conditions climatiques et des contraintes naturelles désavantageuses qui jouent en défaveur de certaines productions telles que les productions animales,

— des rendements très faibles à tous les niveaux, conséquence de l'absence de maîtrise des techniques culturales ainsi qu'une politique de recherche visant à l'amélioration des variétés et la production de plans et semences au niveau national,

— enfin, à tout cela, s'ajoutent les déficits de l'autogestion, la faiblesse de la productivité dans le secteur socialiste, les difficultés de gestion et d'administration des domaines, les carences de la planification, la mauvaise organisation des circuits de distribution et enfin, une politique des prix agricoles inadéquate.

Ce constat débouche sur un écart de plus en plus important entre offre et demande de produits agricoles (en raison d'une forte progression de la

demande solvable des produits agricoles et alimentaires dépassant 6 % l'an, et de la faible croissance de la production agricole moins de 2 % par an) malgré le recours massif aux importations alimentaires qui représentent de plus en plus une part importante des importations globales.

Cet écart va renforcer les tensions inflationnistes siégeant dans ce secteur.

• **L'offre industrielle** : Le choix en faveur de l'industrie permettant à la fois l'intégration de l'économie, son intraversion et l'augmentation des capacités productives, implique des investissements coûteux et à long délai de maturation. Ce choix a exigé des capitaux importants pour sa réalisation et les quelques milliards que procurait le pétrole chaque année n'ont pas suffi, il a fallu se tourner vers d'autres sources de financement (création monétaire et recours à l'extérieur notamment).

Mais malgré tous ces investissements, l'offre d'origine industrielle demeure insuffisante alors que les revenus distribués par l'industrialisation et alimentant une demande additionnelle sur le marché sont eux, en croissance, ce qui contribue à accroître l'écart offre-demande générateur d'inflation.

Il existe plusieurs raisons à la baisse de l'offre de biens d'origine industrielle :

— au sein de l'investissement industriel, les industries de biens de production qui reçoivent de plan en plan la priorité, se caractérisent par un long délai de maturation, ce qui fait qu'il s'écoule plusieurs années entre le jour de lancement du projet et le jour de son entrée en production : pendant cette période, il y a création d'emplois et, de ce fait, distribution de revenus sans contrepartie réelle. De plus, les effets d'intégration et d'entraînement des industries de biens de production sur les industries de biens de consommation imposent de nouveaux délais de maturation. Pendant cette nouvelle période, il y a encore une fois création de revenus sans contrepartie en biens et services. Etant donné le faible niveau des salaires et le poids des produits alimentaires dans le budget du consommateur, l'ensemble de ces nouveaux revenus se traduit dans le secteur de la consommation par une demande additionnelle de produits alimentaires, que l'offre d'origine interne ou externe n'est pas en mesure de satisfaire d'où l'écart.

— Un autre élément jouant un rôle non négligeable dans l'insuffisance de l'offre, se trouve lié à la taille des unités industrielles. On parle dans ce cas là de surdimensionnement et de sous-dimensionnement des entreprises.

L'effet inflationniste du premier est double : d'un côté, l'offre des produits concernés est réduite en raison de la faiblesse de la production. Cette réduction de l'offre face à une demande sans cesse croissante va se traduire par un écart qui deviendra inflationniste ; de l'autre, les prix de ces produits sont excessivement élevés du fait que les capacités de production ne sont utilisées que partiellement. Cela bien sûr, peut être compensé par une politique de soutien des prix de ces produits. A l'inverse, on peut rencontrer

des situations où la taille des unités est en deçà de l'étendue du marché. Là aussi, l'offre est réduite même s'il y a pleine utilisation des capacités de production.

— Le mode d'organisation de l'économie nationale a progressivement été un facteur d'inflation en Algérie. L'organisation déficiente, les lourdeurs bureaucratiques induites par une législation tatillonne et trop complexe, l'incompétence du personnel de direction aggravée par l'insuffisance quantitative et qualitative des cadres de maîtrise constituent des facteurs déterminants à la fois dans la naissance des tensions inflationnistes, dans leur propagation et dans leur développement.

A ces difficultés, nous pouvons rajouter le problème du dimensionnement des projets, l'insuffisante coordination entre les différents agents économiques et enfin, les difficultés engendrées par le monopole du commerce extérieur.

*** L'offre de services :** nous n'examinerons que les secteurs des transports et de la distribution. Le but est de donner un aperçu sur les conséquences qu'entraîne l'insuffisance de l'offre de services sur l'inflation.

L'inertie des transports, conséquence de l'insuffisance de l'infrastructure et de celle des moyens de transport (qu'accentue la mauvaise gestion de ces derniers) va avoir des incidences sur la distribution des marchandises des lieux de production (ou d'importation) vers les lieux de consommation. Ce qui aggravera d'une part, la réduction de l'offre de biens déjà perturbée considérablement par la mauvaise organisation et l'insuffisance des réseaux de distribution, et d'autre part, contribuera à la hausse des prix des produits résultant des surcoûts de transport et de stockage.

La multiplication des canaux de distribution publique dans lesquels étaient centralisées les décisions relatives au marché, a conduit à un isolement de plus en plus prononcé des petits détaillants privés.

La distorsion ainsi créée entre la fonction publique au niveau du commerce de gros et la fonction de détail a engendré une désorganisation des circuits de distribution.

Cet ensemble d'insuffisances s'est traduit par une mauvaise adaptation des infrastructures de stockage et de distribution aux réalités nationales et à des inégalités régionales dans les implantations de ces infrastructures.

b) L'offre externe.

La rigidité de la production nationale face à une demande sans cesse croissante conduit à faire appel à l'extérieur. Cet appel à l'extérieur en plus des équipements nécessaires à la politique d'industrialisation, s'est généralisé aux matières premières, aux produits semi-finis et également aux produits de large consommation (céréales, café, thé, sucre, huile, détergents, etc...) ce qui expose l'Algérie de plus en plus à l'inflation mondiale.

Les pouvoirs publics algériens ont tenté de tempérer cette ouverture sur l'extérieur par un contrôle strict du commerce extérieur. Le résultat n'a pas été celui escompté car au lieu de réduire l'effet de l'inflation importée (dûe au renchérissement des prix à l'importation des biens entrant dans la production intérieure), l'existence de monopole va au contraire l'exagérer et être en soi une source d'inflation.

Enfin, on peut dire que la conséquence directe de l'insuffisance de l'offre globale tant d'origine interne que d'origine externe est l'existence de pénuries qui engendrent inévitablement le développement de marchés parallèles et de la spéculation.

En conclusion, nous pouvons affirmer que l'approche de l'inflation en Algérie a permis de montrer que ses causes sont multiples et enchevêtrées, et tendent à s'épauler les unes les autres. Aussi, il est très difficile de pouvoir quantifier la contribution de chacune d'elles.

Nous avons constaté que les capacités à maîtriser le développement sont vite épuisées, à cause de la conjonction de plusieurs facteurs parmi lesquels nous citerons l'insuffisance de capitaux (dûe à la baisse du prix du baril de pétrole qui passe de 34 dollars en 1981 à moins de 18 ces derniers mois ; comme notre pays est monoexportateur, cette baisse du prix du pétrole ajoutée à celle du dollars, occasionnant une forte perte en revenus extérieurs.

Les déséquilibres engendrés par la politique de développement iront en s'amplifiant si une action vigoureuse n'est pas entreprise pour éviter leur aggravation qui risque de déboucher sur le blocage de la croissance. Il semble qu'on ait pris conscience de l'importance de l'enjeu, mais les forces d'inertie tenant aux facteurs humains ont atteint une intensité impressionnante.

BORDEREAU DE SAISIE

C.N.D



MARQC

ISSN	
NONAT A 110	
NAC A 090	01.55.05
CODBI A 121	
COTRA A 122	

TYPREL A 141	T	G	S	R
NOAP A 142				
NACAP A 143				

CODUD	
INDEX A 010	
NAME A 020	

STATUT A 150	C	D	PAYS PROD. A 160	MA	TYPE BBL. A 171	J
-----------------	---	---	------------------------	----	-----------------------	---

RTVUD A 131	A	M	C	NVSO A 132	M	C	S
----------------	---	---	---	---------------	---	---	---

INDICATEURS BIBLIOGRA- PHIQUES	REUNION	DICTIONNAIRE	DONNEES NUMERIQUES	THESE	TEXTE LEGISLATIF	BIBLIOGRAPHIE	CARTE(S) INCLUDE(S)	RESUME	NON CONVEN- TIONNEL	
A 172	X	L	N	U	W	Z	Y	E	V	R

UNITE DOCUMENTAIRE (A/M/C)	A 120 AUTEUR ET AFFIL.	BENZIANE, Abdelbaki / Université d'Oran / Institut des sciences Economiques
	A 220 COLLEC- TIVITE AUTEUR	
	A 230 TITRE UD	Essai d'approche de l'inflation algérienne
	A 240 A 250	TITRES TRADUITS Utiliser le bordereau 2 : données complémentaires

SOURCE : DOCUMENT GENERIQUE (M/C/S/)	A 310 AUTEUR		
	A 320 COLLEC- TIVITE AUTEUR		
	A 330 TITRE DOCUM GENER		
	A 340	TITRE GENERIQUE . . . utiliser le bordereau 2 : données complémentaires	
	A 410 TITRE PUBLIC EN SERIE	Al Nayadino : Revue Universitaire de, Etud. Juridiques Economiques et Politiques	
A 420 VOLUMIN	no. 6	A 430 ISSN	08.51.-39.15

NOTES D'INDEXATION

DATIN D 100	
DATSA D 110	
DATMI D 120	

--

FIN

النهاية

16

مشاهد

VUES